Cette France qui partitionne sous nos yeux

écrit par Marcher sur des oeufs | 2 janvier 2017

- Quatre policiers ont été blessés (deux grièvement brûlés) après qu'une quinzaine de « jeunes » (jeunes musulmans des cités) eurent pris d'assaut leurs voitures et jeté des pierres et des cocktails Molotov sur eux. La police n'a pas du tout apprécié que le ministre de l'Intérieur traite les attaquants de « sauvageons ». La police et les élus de l'opposition ont répondu que les assaillants n'étaient pas des « sauvageons, mais des criminels qui ont attaqué pour tuer. »
- Deux élèves d'une école de formation professionnelle à Calais ont attaqué un enseignant, lui ont fracturé la mâchoire et fait sauter plusieurs dents – il avait demandé à l'un des élèves de se remettre au travail.
- « C'est un avertissement. Ces jeunes n'ont pas attaqué l'école par hasard. Ils voulaient attaquer l'institution, pour attaquer l'Etat. » – Yacine, 21 ans, étudiant à l'Université de Paris II.
- L'émeute a duré quatre nuits ; elle a éclaté après l'arrestation d'un automobiliste qui avait refusé de s'arrêter à la demande d'un policier.
- Cette révolte de la police, pilier de la République, est la plus importante de l'histoire de la cinquième République. Les médias ne lui accordent qu'une importance occasionnelle.
- « Tout ce qui représente les institutions de l'État, au-delà des seules forces de l'ordre, est aujourd'hui soumis à une violence qui trouve son fondement pour l'essentiel dans des dérives communautaristes et parfois ethniques alimentées par une haine incroyable de notre pays. Il faut donc être aveugle ou inconscient pour ne pas nourrir d'inquiétude pour la cohésion nationale. » – Thibaud de Montbrial, avocat et expert du

terrorisme.

La France élira un nouveau président mai 2017. Les hommes politiques sont déjà en campagne et le débat porte sur les déficits, le nombre de fonctionnaires, la croissance du PIB, et ainsi de suite.

Sur le terrain, la délinquance se répand. Outre le terrorisme qui frappe occasionnellement, la violence des gangs de « jeunes » des cités accroit l'insécurité dans les hôpitaux, les écoles, les rues. Ces « jeunes » comme dit la presse pour éviter de parler des jeunes musulmans des cités attaquent la police, l'école et tout ce qui ne leur ressemble pas. La sécession des Français musulmans est en marche.

La Police

Les policiers en ont assez de représenter une cible. Le 17 octobre au soir, 1 500 policiers ont manifesté en voitures à gyrophare et en moto de fonction sur les Champs Elysées à Paris. Ils n'avaient ni le soutien des syndicats, ni l'autorisation de la Préfecture de police. Selon *Le Figaro*, « au ministère de l'intérieur ce fut la panique », contre ce qui est apparu être un coup d'Etat : « Des effectifs bloquaient ferme les accès de l'avenue de Marigny qui longe le palais présidentiel et donne sur la place Beauvau. Depuis le matin, la rumeur disait que les «révoltés» allaient s'y engouffrer ».

Le 18 octobre, quand Jean-Marc Falcone, directeur général de la police nationale, a rencontré les dirigeants de la protestation, il a été entouré de centaines de policiers lui enjoignant de démissionner.

La colère tient au fait que la police a le sentiment d'être devenue une cible tant pour les manifestants que pour les délinquants et les terroristes. Concernant le terrorisme, deux policiers ont été poignardés à mort à Magnanville en juin 2016 par Larossi Aballa, un extrémiste musulman. Au printemps, plus de 300 policiers et gendarmes ont été blessés par les manifestants de gauche qui réclamaient l'abrogation de la loi Travail de la ministre el Khomry. En mai, les syndicats de policiers ont manifesté dans les rues de Paris pour protester contre la « haine anti-police. »

En octobre, l'attaque d'une patrouille de police à Viry-Châtillon par des délinquants a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Quatre policiers ont

été blessés quand un groupe d'environ 15 « jeunes » (bandes de jeunes musulmans) qui ont pris d'assaut leur voiture à coups de pierres et de cocktails Molotov. Deux policiers ont été grièvement brûlés ; l'un d'eux a dû être placé en coma artificiel. Le même scénario s'est reproduit quelques jours plus tard : une patrouille de police a été prise en embuscade dans une autre « no go zone » au Val-Fourré.

Quatre policiers ont été blessés (dont deux gravement) par un groupe d'une quinzaine de « jeunes » (bandes de jeunes musulmans) qui ont assailli leur véhicule à coups de pierres et de cocktails Molotov à Viry-Châtillon. (Image source: Line Press video screenshot)

Les policiers n'ont pas supporté non plus que Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur, traite les agresseurs de Viry-Châtillon de « sauvageons ». Les policiers et certains élus de l'opposition ont répliqué qu'il ne s'agissait pas de « sauvageons » mais de « criminels qui attaquaient pour tuer. »

« La police est considérée comme une force d'occupation, ce n'est pas étonnant que la violence aille croissant », a déclaré Patrice Ribeiro de *Synergie*-Officiers, l'un des deux principaux syndicats d'officiers de police français..

Le 18 octobre, *Le Figaro* a lancé un sondage en ligne en ligne avec une question : « Approuvez-vous la manifestation des policiers ? » Quatre – vingt dix pour cent des 50.000 personnes qui ont cliqué, ont répondu par « oui ».

Depuis la mi-octobre, les manifestations de policiers se sont propagées à d'autres villes. Et se poursuivent jusqu'à aujourd'hui. Le 24 novembre, deux cents officiers

de police ont manifesté à Paris entre la Place de la Concorde et l'Arc de Triomphe pour exprimer leur « colère ». Policiers en civil, certains porteurs d'un brassard orange, d'autres se dissimulant sous un foulard ou une cagoule, soutenus par la population, se sont réunis dans la soirée à la Place de la Concorde, avant de remonter les Champs Elysée jusqu'à l'Arc de Triomphe, où ils ont formé une chaîne humaine autour du monument et ont chanté *la Marseillaise*.

La dissidence de la police, pilier de la République, est le plus important mouvement depuis la cinquième république. Il est paradoxalement sous-médiatisé.

L'Ecole

En France, l'école est le cœur de la république. Elle est un outil au service de la liberté pour aider le citoyen à penser sa relation aux pouvoirs extérieurs que sont la religion et la tribu. Ce lieu de distribution du savoir est régulièrement la cible d'attaques, notamment de la part de jeunes musulmans des cités.

Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) : le proviseur du lycée professionnel Hélène-Boucher a été agressée le 17 octobre par plusieurs individus extérieurs à l'établissement. Des « jeunes » ont attaqué le bâtiment avec des cocktails Molotov, et quand le proviseur a tenté de calmer le jeu, l'un des « jeunes » répondu par des coups. Cinquante personnes non identifiées ont été impliquées dans l'incident. L'attaque du lycée et du proviseur a été le troisième incident du genre. Quatre jours auparavant, deux véhicules ont été incendiés.

Un mois plus tard, *Le Monde* a réuni plusieurs élèves pour essayer de comprendre la cause de la violence à Tremblay. Yacine, 21 ans, étudiant à l'Université de Paris II, a déclaré : « *Ceci est un avertissement Ces jeunes n'ont pas attaqué le lycée par hasard, ils voulaient s'en prendre à l'institution, à l'État. »*

Argenteuil (Val d'Oise) : Un enseignant de l'école primaire Paul Langevin, a été battu dans la rue, le 17 octobre, alors qu'il revenait avec ses élèves du stade situé à un kilomètre de l'école. Après avoir entendu l'enseignant élever la voix sur un enfant, deux jeunes hommes ont arrêté leur voiture, et l'ont battu devant les enfants. Selon *Le Parisien*, l'un des agresseurs a accusé le professeur de « racisme ». « *Vous n'êtes pas le maître », a dit l'homme. « Le seul Maître est Allah ».*

Colomiers (Toulouse) : Un professeur d'éducation physique a été agressé par un élève le 17 octobre, alors qu'il tentait d'empêcher l'élève de quitter l'école par une

sortie interdite.

Calais (Pas-de-Calais) : deux élèves d'une école de formation professionnelle à Calais ont, le 14 octobre, attaqué un enseignant et lui ont fracturé la mâchoire et fait sauter plusieurs dents, a révélé le journal local, *Nord-Littoral*. Les étudiants ont attaqué le professeur de génie électrique parce qu'il avait demandé à l'un des élèves de se remettre au travail.

Saint-Denis (Seine Saint-Denis) : le 13 octobre, le directeur d'un établissement d'enseignement professionnel et son adjoint ont été battus par un élève qu'ils avaient réprimandé pour son retard.

Strasbourg : un professeur de mathématiques de l'école Oberlin a été brutalement attaqué le 17 octobre. Le directeur de l'institution a déclaré à France Bleu qu'un « jeune », étranger à l'établissement, a battu l'enseignant. Ce n'était pas la première fois que ce « jeune » faisait intrusion dans le bâtiment. Dès que le professeur lui a demandé de quitter sa classe, le « jeune » a frappé l'enseignant de plusieurs coups au visage avant de fuir.

Ces attaques d'établissements scolaires et d'enseignants ne relèvent pas du terrorisme islamiste. Mais elles symbolisent la dissidence des jeunes Français musulmans et leur refus d'intégration.

Hôpitaux

Le 16 Octobre, quinze personnes accompagnant un patient ont semé la terreur aux urgences de l'hôpital Gustave Dron à Tourcoing, a indiqué *La Voix du Nord* . Un médecin a été sévèrement battu ; un autre traîné par les cheveux. Les médecins et les infirmières ont dit au journal qu'ils étaient encore en état de choc. Une infirmière a dit :

> *« Dix personnes ont pénétré de force au cœur du service des urgences. Les médecins leur ont demandé de quitter les lieux … Quand tout s'est arrêté, j'ai réalisé que le service avait été ravagé, les patients terrorisés, les parents des patients en larmes. »*

Les attaquants étaient tous du quartier de La Bourgogne, une portion de territoire essentiellement peuplée d'immigrés nord-africains. Trois personnes ont été arrêtées.

A La Bourgogne, une émeute a éclaté le 4 octobre. Quatorze voitures ont été brûlées et 12 personnes arrêtées. L'émeute, qui a duré quatre nuits, a éclaté après l'arrestation d'un automobiliste qui avait refusé d'obtempérer quand un policier lui a demandé de s'arrêter

Politique

Le 14 octobre, Nadine Morano, député du parti d'opposition Les Républicains, a essayé d'empêcher physiquement un homme d'affaires algérien, Rachid Nekkaz, d'entrer dans le Centre des Finances publiques de Toul, dans l'est de la France. Nekkaz est connu pour encourager les femmes musulmanes à porter la burqa en payant les amendes qui leur sont infligées. La loi d'ctobre 2010 interdit le port de ce vêtement en France. La police est intervenue pour protéger le droit de M. Nekkaz de payer l'amende.

Le président François Hollande était en octobre 2016 sous le feu après la publication d'un livre, *Un président ne devrait pas dire que …* Dans ce document, il dit : « *Qu'il y ait un problème avec l'islam, c'est vrai. Nul n'en doute.* » Concernant l'immigration, il dit « *Je pense qu'il y a trop d'arrivées, d'immigration qui ne devrait pas être là…. Il ne faut rien ignorer des tensions et notamment être ferme sur l'immigration clandestine. On ne peut pas continuer à avoir des migrants qui arrivent sans contrôle, dans le contexte en plus des attentats.*» La sécession des territoires? «*Comment peut-on éviter la partition? Car c'est quand même ça qui est en train de se produire : la partition.*»

Le président Hollande affirme aujourd'hui qu'il n'a jamais tenu de tels propos. Ce que personne ne croit tant ils sont partagés par la majorité de la population.

Les Français

Les Français d'origine chinoise : Les Français d'origine chinoise vivent dans les mêmes banlieues que les Français musulmans et sont attaqués et harcelés par eux, dans l'indifférence de la police.

50.000 Français d'origine chinoise ont organisé une marche de protestation à Paris le 4 Septembre, après l'agression mortelle d'un tailleur chinois.

Les manifestants, tous vêtus du même T-shirt blanc sur lequel on pouvait lire « Sécurité pour tous », se sont rassemblés à la Place de la République, à Paris, en brandissant des drapeaux français. Ils avaient organisé la manifestation par eux-

mêmes et n'ont pas obtenu le soutien des associations traditionnelles des « droits de l'homme », généralement tournés vers les migrants musulmans.

Opinion Publique : En janvier 2016, le CEVIPOF, un centre d'études et de recherche de l'Institut d'Etudes Politiques (*Sciences Po*), a publié son septième baromètre de la confiance politique, un sondage publié chaque année pour mesurer les valeurs de la démocratie dans le pays, et basé sur des entretiens avec 2074 personnes:

- **Quel est votre état d'esprit actuel ?** Lassitude 31%, Morosité 29%, Méfiance 28%, Peur: 10%
- **Faites-vous confiance au gouvernement ?** Pas beaucoup 58% ; pas du tout 32%
- **Faites-vous confiance aux députés ?** Pas beaucoup 39% ; pas du tout 16 %%
- **Faites-vous confiance au président ?** Pas beaucoup de 32% ; pas du tout 38%
- **Est-ce que les politiciens se soucient de ce que les gens pensent ?** Pas beaucoup 42% ; pas du tout 46%
- **Comment fonctionne la démocratie en France ?** Pas bien 43% ; pas bien du tout 24%
- **Avez – vous confiance dans les partis politiques ?** Pas beaucoup 47%, pas du tout 40%
- **Faites – vous confiance aux médias ?** Pas beaucoup 48% pas du tout 27%
- **Que pensez-vous de la politique ?** Méfiance 39% ; dégoût 33%, ennui 8%
- **Que pensez – vous des hommes politiques ?** Déception 54% ; dégoût 20%
- **Les élus sont-ils corrompus ?** Oui 76%
- **Trop de migrants ?** Oui et plutôt d'accord : 65%
- **L'islam est une menace ?** Oui et plutôt d'accord : 58%
- **Fier d'être français ?** Oui 79%

Ce sondage montre que le fossé qui s'est creusé entre la population et ses représentants n'a jamais été si grande

Thibaud de Montbrial, avocat et expert du terrorisme, a déclaré le 19 octobre au quotidien *Le Figaro*:

> *Le terme de « dislocation » de la société française me paraît plus approprié. Les violences contre les forces de l'ordre participent évidemment à ce phénomène, mais il existe de nombreux éléments convergents. Ce sont par exemple les agressions qui se multiplient contre les établissements scolaires et le corps enseignant de manière générale. Rien que pour ces deux derniers jours, une proviseure a été*

frappée, son lycée de Tremblay-en-France attaqué au cocktail Molotov puis les policiers intervenants visés par des tirs de mortier. Tandis qu'à Argenteuil, l'un des deux agresseurs d'un maître de CE2 frappé devant ses élèves s'est écrié: «Il n'y a qu'un seul maître, c'est Allah» selon les termes rapportés par une source syndicale. Or l'Éducation nationale est un pilier du domaine régalien. Autrement dit, tout ce qui représente les institutions de l'État, au-delà des seules forces de l'ordre, est aujourd'hui soumis à une violence qui trouve son fondement pour l'essentiel dans des dérives communautaristes et parfois ethniques alimentées par une haine incroyable de notre pays. Il faut donc être aveugle ou inconscient pour ne pas nourrir d'inquiétude pour la cohésion nationale. »

Yves Mamou, basé en France, a travaillé pendant plus de vingt ans au journal Le Monde.

https://fr.gatestoneinstitute.org/9551/france-partitionne